

Conseil de Communauté
du 18 janvier 2018

□□□□□□□□

PROCES VERBAL DE REUNION

N°	Intitulé	Page
1	SANTE– Raccordement électrique du pôle santé	3
2	GEMAPI - Prise de la Compétence GEMAPI par Mayenne Communauté au 1 ^{er} janvier 2018 – Désignation de délégués de Mayenne Communauté au Syndicat de Bassin d’Aron et reprise des conventions signées	4
3	Représentation au sein du Conseil d’Administration ADLJ	5
4	Aire d’accueil des gens du voyage – Révision des tarifs	6
5	DECHETS – Prorogation du contrat éco-mobilier	6
6	FINANCES – Budget annexe parc d’activités des Haras – Décision modificative n°1 de clôture sur l’exercice 2017	7
7	FINANCES – Budget annexe parc d’activités de Coulonges – Décision modificative n°1 de clôture sur l’exercice 2017	8
8	FINANCES – Budget annexe parc d’activités du Berry – Décision modificative n°1 de clôture sur l’exercice 2017	9
9	FINANCES – Budget annexe parc d’activités de Poirsac III – Décision modificative n°1 de clôture sur l’exercice 2017	10
10	FINANCES – Budget annexe parc d’activités de Montrieux – Décision modificative n°1 de clôture sur l’exercice 2017	11
11	FINANCES – Budget annexe parc d’activités de la Lande – Décision modificative n°1 de clôture sur l’exercice 2017	12
12	FINANCES – Budget annexe parc d’activités de l’Orgerie – Décision modificative n°2 de clôture sur l’exercice 2017	13
13	FINANCES – Budget annexe parc d’activités de Développement durable – Décision modificative n°1 de clôture sur l’exercice 2017	14
14	FINANCES – Budget annexe parc d’activités de Lassay – Décision modificative n°2 de clôture sur l’exercice 2017	15
15	FINANCES – Budget annexe parc d’activités du Horps – Décision modificative n°1 de clôture sur l’exercice 2017	16
16	FINANCES – Exercice 2017 – Budget principal – Décision modificative n°6	17
17	FINANCES – Exercice 2017 – Budget annexe prestation de services – Décision modificative n°1	18
18	JEUNESSE – Convention d’adhésion au service commun Ados’com 2018/2021	18

A noter : Pour tenir compte du programme du Conseil du 12 avril (vote du budget et débat SCOT), celui-ci sera organisé à compter de 18h30.

Information :

Monsieur Rondeau Alain prévoit de faire la réunion du Syndicat du Bassin d'Aron pour l'élection du Président, Vice-Président... le jeudi 25 janvier à 10H à Bais. Une convocation suivra.

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

07/11/17	Philippe Genest	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50 €
05/11/17	AMIARD Thierry	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50 €
07/11/17	TARON	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50 €

Extrait du registre des arrêtés du Président

Délibération du Bureau par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

14/11/2017	Marchés publics – Travaux d'extension de la déchetterie de Lassay-les-Châteaux (17TRA26) – MAPA – Autorisation de signature
12/12/2017	ECONOMIE – Parc d'Activités Intercommunal de Coulonges à Saint-Fraimbault-de-Prières – Bail STPO
12/12/2017	ECONOMIE – Parc d'Activités Intercommunal de l'Orgerie à Mayenne – Bail STPO
21/12/2017	FINANCES - Ludothèque et Médiathèque - Régie de recettes temporaire – arrêté de création
21/12/ 2017	FINANCES – Maison de services au Public – Régie de recettes – arrêté de suppression
21/12/2017	FINANCES - centre aquatique La Vague - Régie de recettes et d'avances – arrêté de création
21/12/2017	Les aides à l'amélioration de l'habitat – « PIG Économie d'énergie, accessibilité, lutte contre l'insalubrité »
09/01/2017	Marchés publics – Travaux d'extension de la déchetterie de Lassay-les-Châteaux (17TRA26) – MAPA – Délibération rectificative suite à une erreur matérielle

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 18 janvier 2018 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	48
Contre :	0
Pour :	48
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-huit, le douze janvier, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

✓ en qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. LE SCORNET, *5^{ème} Vice-Président*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président* (arrive au point N°2), M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, HEURTEBIZE, CHOUZY, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN (arrive au point N°2), NEVEU, BEAUJARD, SONNET, LAVANDIER, GARNIER, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, BAR, LANCIEN, Mmes LODE, ADAM, PELE, M. REBOURS, Mme OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, MM. MORIN, FAUCON, Mme GENEST.

✓ en remplacement du titulaire absent :

M. ADAM remplace M. POIRRIER

M. PAILLASSE donne pouvoir à M. LE SCORNET

Mme BODINIER donne pouvoir à M. SONNET

M. LESAINTE donne pouvoir à M. BOURGUIN

Excusés :

Mmes BEUNEUX, BELLON, COUTURIER

MM. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, SABRAN, DELAHAYE

MM. FORET, LANDEMAINE, DOYEN, Mme THELIER

Mme FOUBERT a été désignée secrétaire de séance.

1 – SANTE - Raccordement électrique du pôle santé

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. MOLL expose :

Dans le cadre du projet du pôle santé, une convention doit être signée avec ENEDIS pour un raccordement.

Mayenne Communauté
Séance du 18 janvier 2018

ENEDIS propose le raccordement du projet immobilier au Réseau public de Distribution Basse Tension, dimensionné pour une puissance globale de 312kVA foisonnée, et constitué d'un branchement collectif pour 4 points de Livraison au Client.

Le montant de la contribution de Mayenne Communauté au coût de raccordement s'élève à 5 571,68 € TTC.

Une convention entre Mayenne Communauté (PROMOTEUR, AMENAGEUR, LOTISSEUR) d'une part, et ENEDIS, d'autre part doit être établie.

Le PROMOTEUR AMENAGEUR LOTISSEUR remet à ENEDIS les installations de branchement et de comptage du pôle de santé, du laboratoire, de la CPAM et de la radiologie, qu'ENEDIS validera.

Le prix global et forfaitaire dû par ENEDIS à Mayenne Communauté en application de la convention s'élève à 5 570,30 € HT sachant que le montant des travaux de l'entreprise SMEC pour le branchement s'élève à 12 719,81 € TTC.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise M. le Président à signer la proposition de raccordement,**
- **autorise M. le Président à signer le devis de branchement**
- **et autorise M. le Président à signer la convention RRO avec ENEDIS pour percevoir leur versement.**

M. Angot : Un petit mot pour vous dire que j'avais le plaisir d'accueillir Monsieur Méhaignerie, que chacun connaît bien, qui venait visiter notre pôle santé. Ils étaient très nombreux, au moins 8 ou 9 je crois, de leur délégation. Monsieur Méhaignerie était étonné de l'investissement et du montage en disant « je pense que vous allez avoir énormément de visites parce que votre pôle santé est un vrai modèle dans la région ». Ils s'intéressent eux-mêmes, sur ce qu'il conviendrait pour eux d'inscrire dans la ville de Vitré parce qu'ils ont des petits pôles annexes dans les petites villes et il n'y a rien à Vitré. Donc, ils se proposent de venir une nouvelle fois ; ils étaient très intéressés. Cela fait plaisir. J'en ai profité pour aller voir le centre aquatique. Il adresse aux élus leurs plus vives félicitations pour l'organisation de leurs projets. Cela fait toujours du bien de dire que ce n'est pas si mal que ça chez nous.

2 - Prise de la Compétence GEMAPI par Mayenne Communauté au 1^{er} janvier 2018 - Désignation de délégués de Mayenne Communauté au Syndicat de Bassin de l'Aron et reprise des conventions signées

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. BOURGUIN expose :

La compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) est exercée de plein droit par les EPCI depuis le 1^{er} janvier 2018.

8 de nos communes ayant délégué au préalable une partie de cette compétence au Syndicat du Bassin de l'Aron (les items 1-2-8 de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement), Mayenne Communauté est appelée à se substituer désormais au sein de ce Syndicat à ses communes membres par un mécanisme dit de "représentation-substitution". Il en sera de même pour la CC des Coëvrans qui se substitue pour sa part à 3 de ses communes.

Mayenne Communauté représentera donc au sein du Syndicat de Bassin de l'Aron les communes de : Aron, Belgeard, Grazay, Jublains, La Bazoge-Montpinçon, La Chapelle-au-Riboul, Mayenne et Moulay.

Ainsi, le mandat des délégués qui représentaient les communes, au sein du SBA, a automatiquement cessé à la date du 1^{er} Janvier 2018.

La modification de la composition du Syndicat du Bassin de l'Aron entraîne sa transformation en Syndicat mixte fermé, composé de seulement 2 membres : Mayenne Communauté et la CC des Coëvrons. Cette modification a été constatée par l'arrêté Préfectoral en date du 18 décembre 2017.

Du fait de cette représentation-substitution, Mayenne Communauté doit désigner ses délégués titulaires auprès du syndicat. Dans l'immédiat, compte tenu des statuts, ce nombre reste le même qu'avant la substitution.

Par ailleurs, en dehors de ces 8 communes, d'autres avaient également passé des conventions avec des entités pour l'exercice de partie de cette compétence Gemapi. Il en est ainsi :

- De la commune de La Haie-Traversaine avec la Communauté de Communes du Bocage Mayennais sur le bassin de la Colmont
- Des communes de Marcillé-La-Ville et de Hardanges avec le Syndicat du Bassin de l'Aron.

Les engagements pris par les Communes concernées au titre de ces conventions sont repris par Mayenne Communauté et notamment le versement des contributions prévues par elles.

Il est précisé par ailleurs que c'est Mayenne Communauté qui exerce désormais en direct la compétence Gemapi :

- pour toutes les autres communes non citées ci-dessus
- pour l'item 5 de l'article L 211-7 du Code de l'environnement pour les communes adhérentes au SBA
- pour les items non référencés dans les conventions pour les 3 communes concernées.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée :

- **prend acte de cette nouvelle compétence Gemapi,**
- **en assume la reprise des conventions signées par les communes précédemment**
- **et désigne les 16 délégués titulaires et les 16 délégués suppléants de Mayenne Communauté au sein du Syndicat de Bassin de l'Aron.**

Commune	Titulaires	Suppléants
Aron	Pierre Forêt, François Souvigné	Yvon Kermoad, Etienne Giffard
Belgeard	Jean-Pierre Chouzy, Jean-Pierre Lelièvre	Bernard Brochard, Josselin Chouzy
Grazay	Christophe Frétard, Denis Giffard	Nadège Perret, Gilles Bridier
Jublains	Alain Rondeau, Gilbert Legendre	Djamel Bounadja, Fabrice Pelloin
La Bazoge Montpinçon	Philippe Savary, Jean-François Forget	Jacky Fleury, Christophe Riaudel
La Chapelle au Riboul	Serge Lambert, Mickael Durand	David Jardin, Jérôme Harault
Mayenne	Guy Bourguin, Michel Cordier	Daniel Landemaine, Jean-Pierre Le Scornet
Moulay	Monique Vankersschaever, Alain Heurtebize	Christiane Perret, Frédéric Bordelet

3 - Représentation au sein du Conseil d'Administration ADLJ

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. VALPREMIT expose :

Par courrier reçu le 20 décembre 2017, Mme Doisneau, présidente de l'ADLJ, nous informe du changement des statuts de l'association. A cette occasion, les membres du Conseil d'Administration ont émis le souhait de voir représenté l'ensemble des EPCI du territoire mayennais.

Mayenne Communauté
Séance du 18 janvier 2018

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, désigne M. Antoine Valpremit en qualité de représentant de Mayenne Communauté auprès de l'ADLJ.

4 - Aire d'accueil des Gens du Voyage - Révision des tarifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. MOLL expose :

Depuis janvier 2016 et conformément à ses statuts, Mayenne Communauté a pour compétence obligatoire la gestion de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage.

Il vous est proposé de faire évoluer les tarifs de 2 % environ, à l'exception des cautions et des tarifs d'eau et d'électricité, à compter du 1^{er} février 2018, tels que présentés ci-dessous :

TARIFS	2017	2018
Dépôt de garantie, par emplacement	93,00 €	93,00 €
Droit de place, par emplacement et par jour	1,84 €	1,88 €
Électricité, par kwatt/heure	0,14 €	0,14 €
Eau par m ³	3,67 €	3,67 €
Sac poubelle, par unité	0,28 €	0,30 €
Location de la salle commune :		
• Un après-midi	12,40 €	12,65 €
• Une soirée	22,75 €	23,20 €
• Un week-end	45,40 €	46,30 €
Dépôt de garantie pour la location de la salle commune	30,00 €	30,00 €

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise l'évolution des tarifs de 2% environ, à l'exception des cautions et des tarifs d'eau et d'électricité, à compter du 1^{er} février 2018, tels que présentés ci-dessus.

5 - DECHETS – Prorogation du contrat éco-mobilier

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

Mme MORIN expose :

Mayenne Communauté a conclu un contrat territorial de collecte du mobilier avec Eco-mobilier, en application de l'arrêté d'agrément d'Eco-mobilier du 26 décembre 2012, portant sur la période 2013 -2017. L'agrément d'Eco-mobilier a expiré au 31 décembre 2017 alors que la procédure d'agrément 2018-2023 pour la filière des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) est toujours en cours. Compte tenu des délais relatifs à la publication des arrêtés d'agrément, les collectivités n'ont pas pu signer de nouveau contrat d'agrément avant le 31 décembre 2017.

De ce fait, Eco-Mobilier propose aux collectivités locales une continuité du service opérationnel d'enlèvement des DEA collectés. Pour cela et conformément au projet soumis au comité de concertation « collectivités locales », une modification contractuelle est proposée pour une application à compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'à la signature du nouveau contrat type de l'agrément 2018-2023.

Dans l'attente du nouvel agrément, le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer le contrat modifié avec Ecomobilier.

M. SOUTIF expose :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
71355	Variation des stocks de terrains aménagés (stock initial)	25 020,41	
7015	Ventes de terrains aménagés		5 122,83
71355	Variation des stocks de terrains aménagés (stock final)		19 897,58
	Total D.M. N° 1	25 020,41	25 020,41
	Rappel BP + DM antérieure	30 200,00	30 200,00
	TOTAL BP + DM	55 220,41	55 220,41

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3555	Terrains aménagés (stock final)	19 897,58	
3555	Travaux (stock initial)		25 020,41
16878	Versement du budget général	5 122,83	
	Total D.M. N° 1	25 020,41	25 020,41
	Rappel BP + DM antérieure	135,00	135,00
	TOTAL BP + DM	25 155,41	25 155,41

M. SOUTIF : Décision modificative pour clôturer les opérations liées aux variations de stock sur la fin de l'année. On crée le stock fin et on annule le stock début. A partir du moment où il y a eu quelques ventes ou des travaux qui ont été faits, vous l'adaptez aussi : ce qu'on trouve en valeur du stock final, en dépenses d'investissement et en recettes de fonctionnement. Ce qui fait pour le Haras, qu'on partait avec 25 000 €, il y a eu un peu de vente de terrain donc nos stocks passent de 25 000 € à 19 897,58 €. Et vous avez des écritures correspondantes avec les 35 et suite pour l'investissement.

7 - FINANCES - Budget annexe parc d'activités de Coulonges - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. SOUTIF expose :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	717 622,15	
6522	Reversement de l'excédent des budgets annexes	415,00	
7015	Vente terrain		
7552	Prise en charge du déficit		
7133	Variation des encours de production (stock final)		718 037,15
	Total D.M. N° 1	718 037,15	718 037,15
	Rappel BP + DM antérieure	920,00	920,00
	TOTAL BP + DM	718 957,15	718 957,15

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrains (stock final)	95 152,46	
3354	Etudes (stock final)	15 037,90	
3355	Travaux (stock final)	521 977,23	
33581	Frais accessoires (stock final)	85 869,56	
3351	Terrains (stock initial)		95 152,46
3354	Etudes (stock initial)		15 037,90
3355	Travaux (stock initial)		521 977,23
33581	Frais accessoires (stock initial)		85 454,56
16878	Versement du budget général		415,00
	Total D.M. N° 1	718 037,15	718 037,15
	Rappel BP + DM antérieure	411,00	411,00
	TOTAL BP + DM	718 448,15	718 448,15

M. SOUTIF : on avait un stock initial de 717 622,15 € auquel s'ajoute 415 € de reversement, ce qui fait qu'on a un stock final de 718 037,15 €. Vous avez en détails en dépenses d'investissement, par catégorie entre terrain, études, travaux ou frais accessoires. Les changements, ce sont les 415 €.

8 - FINANCES - Budget annexe parc d'activités du Berry - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. SOUTIF expose :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	224 000,87	
605	Travaux	-13 854,44	
7015	Ventes terrain		
7552	Prise en charge du déficit par le budget général		
7133	Variation des encours de production (stock final)		210 146,43
	Total D.M. N° 1	210 146,43	210 146,43
	Rappel BP + DM antérieure	150 160,00	150 160,00
	TOTAL BP + DM	360 306,43	360 306,43

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3355	Travaux (stock final)	209 647,43	
33581	Frais accessoires (stock final)	499,00	
3355	Travaux (stock initial)		223 634,87
33581	Frais accessoires (stock initial)		366,00
16878	Versement du budget général	13 854,44	
	Total D.M. N° 1	224 000,87	224 000,87
	Rappel BP + DM antérieure	910,00	910,00
	TOTAL BP + DM	224 910,87	224 910,87

M. SOUTIF : le Berry, on a diminué sur les travaux. Cela veut dire que le stock initial de 224 000,87 € passe à 210 146,43 €. 13 854,44 €, il faut bien équilibrer avec le fonctionnement puisqu'on remet la valeur du stock à 210 146,43 €. Je vous donnerai la consolidation des budgets de zones à la fin.

9 - FINANCES - Budget annexe parc d'activités de Poirsac III - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. SOUTIF expose :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
605	Travaux	-8 670,00	
7133	Variation des encours de production (stock initial)	465 896,76	
7015	Vente terrain		31 100,00
7133	Variation des encours de production (stock final)		405 185,84
7552	Prise en charge du déficit par le budget général		20 940,92
	Total D.M. N° 1	457 226,76	457 226,76
	Rappel BP + DM antérieure	39 464,28	39 464,28
	TOTAL BP + DM	496 691,04	496 691,04

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)		
3355	Travaux (stock final)	405 185,84	
3351	Terrain (stock initial)		465 896,76
3355	Travaux (stock initial)		0,00
33581	Frais accessoires (stock initial)		
16878	Versement au budget général	60 710,92	
	Total D.M. N° 1	465 896,76	465 896,76
	Rappel BP + DM antérieure	48 990,22	48 990,22
	TOTAL BP + DM	514 886,98	514 886,98

M. SOUTIF : Pareil, réduction sur les travaux. Donc on a un stock initial de 465 896,76 € qui passe à 405 185,84 €. La différence est due à une vente de terrain pour 31 100 € et en même temps, une prise en charge du déficit par le budget général à hauteur de 20 940,92 €. Vous retrouvez les financements par versement au budget général pour la section d'investissement, pour les dépenses d'investissement.

M. SOUTIF expose :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	219 567,23	
6522	Reversement de l'excédent au budget général		
7552	Prise en charge du déficit par le budget général		-188,20
7133	Variation des encours de production (stock final)		219 755,43
	Total D.M. N° 1	219 567,23	219 567,23
	Rappel BP + DM antérieure	200,00	200,00
	TOTAL BP + DM	219 767,23	219 767,23

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)	117 532,33	
3355	Travaux (stock final)	96 699,25	
33581	Frais accessoires (stock final)	5 523,85	
3351	Terrain (stock initial)		117 532,33
3355	Travaux (stock initial)		96 699,25
33581	Frais accessoires (stock initial)		5 335,65
16878	Versement du budget général		188,20
	Total D.M. N° 1	219 755,43	219 755,43
	Rappel BP + DM antérieure	185,00	185,00
	TOTAL BP + DM	219 940,43	219 940,43

M. SOUTIF : on démarre avec 219 567,23 € de stock initial, on finit à 219 755,43 € donc il y a une prise en charge de 188,20 € que vous retrouvez dans les deux sections. Avec une recette négative en fonctionnement et une recette positive en investissement.

M. SOUTIF expose :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	926 938,68	
7015	Ventes terrain		-828,60
7133	Variation des encours de production (stock final)		927 767,28
	Total D.M. N° 1	926 938,68	926 938,68
	Rappel BP + DM antérieure	162 000,00	162 000,00
	TOTAL BP + DM	1 088 938,68	1 088 938,68

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)	31 451,79	
3355	Travaux (stock final)	888 792,37	
33581	Frais accessoires (stock final)	7 523,12	
3351	Terrain (stock initial)		31 451,79
3355	Travaux (stock initial)		888 162,37
33581	Frais accessoires (stock initial)		7 324,52
16878	Versement du budget général		828,60
	Total D.M. N° 1	927 767,28	927 767,28
	Rappel BP + DM antérieure	196,00	196,00
	TOTAL BP + DM	927 963,28	927 963,28

M. SOUTIF : Stock initial 926 938,68 € avec une petite vente de terrain 828,60 €, ce qui fait que le stock passe à 927 767,28 €, que vous retrouvez en section d'investissement.

M. SOUTIF expose :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	594 595,06	
7552	Prise en charge du déficit par le budget général		200 269,36
7015	Vente de terrains		135 510,00
7133	Variation des encours de production (stock final)		258 815,70
	Total D.M. N° 1	594 595,06	594 595,06
	Rappel BP + DM antérieure	4 860,00	4 860,00
	TOTAL BP + DM	599 455,06	599 455,06

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)		
3355	Travaux (stock final)	258 815,70	
33581	Frais accessoires (stock final)		
3351	Terrain (stock initial)		96 128,26
3355	Travaux (stock initial)		494 780,59
33581	Frais accessoires (stock initial)		3 686,21
16878	Versement du budget général	335 779,36	
	Total D.M. N° 1	594 595,06	594 595,06
	Rappel BP + DM antérieure	252,40	252,40
	TOTAL BP + DM	594 847,46	594 847,46

M. SOUTIF : il y a plus de modifications puisqu'on partait d'un stock initial de 594 595,06 € pour terminer avec un stock final de 258 815,70 €. Entre deux, on a eu des ventes de terrain et une prise en charge par le budget général. Il s'agit de la vente du terrain Garnier. On se retrouve avec un stock final de 258 815,70 €.

M. SOUTIF expose :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)	487 565,09	
6522	Reversement de l'excédent au budget général		
7472	Subvention Région		-648,00
7133	Variation des encours de production (stock final)		488 213,09
	Total D.M. N° 1	487 565,09	487 565,09
	Rappel BP + DM antérieure	55 000,00	55 000,00
	TOTAL BP + DM	542 565,09	542 565,09

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)	464 977,56	
3354	Etudes (stock final)	17 870,00	
33581	Frais accessoires (stock final)	5 365,53	
3351	Terrain (stock initial)		464 977,56
3354	Etudes (stock initial)		17 870,00
33581	Frais accessoires (stock initial)		4 717,53
16878	Versement du budget général		648,00
	Total D.M. N° 1	488 213,09	488 213,09
	Rappel BP + DM antérieure	548,45	548,45
	TOTAL BP + DM	488 761,54	488 761,54

M. Soutif : On part avec un stock initial de 487 565,09 € et comme on a une subvention Région qui n'est pas encore arrivée de 648 €, on augmente la valeur du prix de revient qui repasse à 488 213,09 € ; ce qui se finance par un reversement du budget général. C'est un peu comme si le budget annexe faisait un emprunt auprès du budget général. C'est un ajustement budgétaire.

M. SOUTIF expose :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)		
6522	Reversement de l'excédent au budget général	198 330,22	
7472	Subvention Région		
7133	Variation des encours de production (stock final)		198 330,22
	Total D.M. N° 1	198 330,22	198 330,22
	Rappel BP + DM antérieure	200 850,00	200 850,00
	TOTAL BP + DM	399 180,22	399 180,22

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)	180 180,00	
3354	Etudes (stock final)		
33581	Frais accessoires (stock final)	18 150,22	
3351	Terrain (stock initial)		
3354	Etudes (stock initial)		
33581	Frais accessoires (stock initial)		
16878	Versement du budget général		198 330,22
	Total D.M. N° 1	198 330,22	198 330,22
	Rappel BP + DM antérieure	0,00	0,00
	TOTAL BP + DM	198 330,22	198 330,22

M. SOUTIF : sur la zone de Lassay, comme celle du Corps qui va suivre, on n'a pas de stock initial puisque c'étaient des acquisitions en cours d'année. Par contre, on reconstitue le stock à hauteur de 198 330,22 € mais qui est par inversement du budget général, puisque c'était une dépense du budget général pour justement abonder sur le budget annexe de zone et après on va pouvoir rentrer dans une compte de stock.

15 - FINANCES - Budget annexe zone d'activités du Corps - Décision modificative n° 1 de clôture sur l'exercice 2017

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. SOUTIF expose :

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative de clôture suivante qui intègre les opérations liées aux variations de stocks.

Section de fonctionnement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
7133	Variation des encours de production (stock initial)		
6522	Reversement de l'excédent au budget général	66 889,00	
7472	Subvention Région		
7133	Variation des encours de production (stock final)		66 889,00
	Total D.M. N° 1	66 889,00	66 889,00
	Rappel BP + DM antérieure	69 000,00	69 000,00
	TOTAL BP + DM	135 889,00	135 889,00

Section d'investissement			
Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
3351	Terrain (stock final)	66 889,00	
3354	Etudes (stock final)		
33581	Frais accessoires (stock final)		
3351	Terrain (stock initial)		
3354	Etudes (stock initial)		
33581	Frais accessoires (stock initial)		
16878	Versement du budget général		66 889,00
	Total D.M. N° 1	66 889,00	66 889,00
	Rappel BP + DM antérieure	0,00	0,00
	TOTAL BP + DM	66 889,00	66 889,00

M. SOUTIF : 66 889 € de création d'un stock fin sans qu'il y ait de stock début. Le financement, il y a eu l'acquisition par le budget général qui reverse les 66 889 € par un 16878.

Je voulais vous donner un chiffre consolidé : la valeur du stock fin global sur les 10 budgets annexes est de 3 513 038 € en valeurs de stock, ce qui n'est pas la valeur vénale. Sachant que vis-à-vis de la consommation des terrains, vu la particularité 2017 où il y a quand même pas mal de terrains de vendus, dans le cadre du

PLUi et du schéma de zones, cela serait dommage d'avoir des candidats acheteurs de terrain sans avoir de terrains disponibles. On est autour de 649 000 m², sur l'ensemble de ces 10 zones, encore de disponibles mais après il faut aussi que les parcelles correspondent à la demande.

Ces décisions modificatives n'impactent pas la trésorerie car il s'agit de variations de stock. Pour préparer notre budget 2018, vis-à-vis des abondements entre les budgets annexes et le budget général en 2017 avec ce qu'on vient de faire, c'est comme si pour les budgets zones au global, il y avait une dépense de 415 000 € de remboursement d'emprunt et 267 000 € de nouveaux emprunts au 16878 où il y a et dépenses et recettes. On a plus de dépenses là car il y a 415 467 € au total si on reprend les 10 zones et 267 299 € de recettes.

16 - Finances – Exercice 2017 – Budget principal – Décision modificative n°6

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. SOUTIF expose :

Par délibération du 9 mars dernier, le budget primitif de la Communauté de Communes a été adopté puis ajusté par décisions modificatives du 29 juin, 28 septembre, 26 octobre, 16 novembre et 21 décembre derniers.

Il convient par délibération modificative n°6 d'ajuster les crédits budgétaires inscrits comme présenté ci-après :

Section de fonctionnement :						
Chap.	Nature	Fonction	Gestionnaire	Libellé	Dépenses	Recettes
012	6217	020 0	G61	Personnel affecté par la commune membre du GFP	10 125,00	
011	62875	322	G67	Remboursement de frais aux communes membres du GFP	-10 125,00	
012	6218	311 1	G61	Autre personnel extérieur	72 100,00	
65	65548	311 1	G201	Autres contributions	-72 100,00	
Total D.M.N° 6					0,00	0,00
Rappel B.P 2017 + DM					27 040 647,95	27 040 647,95
TOTAL BP + DM					27 040 647,95	27 040 647,95

Section d'investissement :						
Chap.	Nature	Fonction	Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
024	024			Produits des cessions		490 744,00
23	2313	510		Constructions	152 700,00	
020	020			Dépenses imprévues	338 044,00	
Total D.M.N° 6					490 744,00	490 744,00
Rappel B.P.2017 + DM					25 431 838,12	25 431 838,12
TOTAL BP + DM					25 922 582,12	25 922 582,12

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, approuve la décision modificative n°6 au budget principal 2017 tel que présentée ci-dessus.

M. SOUTIF : Une autre DM aussi. C'est vrai que faire des DM sur des budgets 2017 alors qu'on est en 2018... La vous voyez bien, c'est des ajustements. C'est-à-dire qu'on arrive à 0. Cette DM là a été vue avec Paul

Mayenne Communauté

Séance du 18 janvier 2018

Richou à la trésorerie. Les 10 125 €, c'était le solde des services techniques en 2016, il fallait modifier de nature. C'est pour ça que ça passe du 62875 au 6217. Les 72 100 €, c'est notre participation pour la convention qu'on a avec le Mont des Avaloirs pour l'école de musique. Cela ne fait pas plus de dépenses ni de recettes mais cela permet de démarrer demain avec un compte administratif qui sera plus réaliste vis à vis des bonnes amputations. En investissement, on avait aussi la trésorerie qui nous avait mis des ventes de parcelles en compte d'attente ; un laps d'un mois ou deux entre ce moment et celui où on s'est demandé pourquoi on n'avait pas reçu. Ce qui leur est demandé, c'est plutôt de faire des P503 et qu'on le sache pour que ça ne soit pas mis comme ça de côté. Les écritures tiennent compte de ça : 490 744 en produits de cessions, une construction à modifier pour 152 700 €. Ce qui fait qu'on crée une dépense imprévue, car il fallait bien mettre une contrepartie quelque part, on a un budget qui est fini, qui est excuté mais on prévoit quelque chose d'imprévu sur un budget excuté.

M. ANGOT : il faut qu'on évite ce genre de dysfonctionnement car pendant un mois ou deux, le P503 est quand même resté en attente...

M. SOUTIF : il y a des petits décalages dans le temps qui pourraient être améliorés.

17 – Finances – Exercice 2017 – Budget annexe prestation de services – Décision modificative n°1

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. SOUTIF expose :

Par délibération du 9 mars dernier, le budget annexe prestations de services de Mayenne Communauté a été adopté.

Il convient par délibération modificative n°1 d'ajuster les crédits budgétaires inscrits au titre des intérêts courus non échus.

Section de fonctionnement				
Chapitre	Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
66	66112	ICNE	855,00	
011	60633	Fournitures de voirie	-855,00	
Total D.M.N° 1			0,00	0,00
Rappel B.P			628 909,00	628 909,00
TOTAL BP + DM 1			628 909,00	628 909,00

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, approuve la décision modificative n°1 au budget annexe prestations de services 2017 tel que présentée ci-dessus.

M. SOUTIF : Là, c'est vis-à-vis des ICNE : Intérêts Courrus Non Echus. Ce n'est pas la délibération du siècle. 855 € à abonder et 855 € à reprendre sur des fournitures voiries qui n'ont pas été utilisées.

18 – Jeunesse - Convention d'adhésion au service commun Ados'com 2018/2021

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 janvier 2018

M. COISNON expose :

Depuis 2016, les activités du service animation jeunesse « Ados'com » sont régies par la signature d'une convention de service commun entre les communes intéressées et Mayenne Communauté.

Le service commun jeunesse développe, pour les communes adhérentes, une dynamique jeunesse communautaire permettant de mutualiser leurs moyens afin d'offrir aux adolescents des actions complémentaires aux dynamiques communales.

Les conventions ayant été signées pour 2 ans, 2016 et 2017, il a été proposé aux communes de réfléchir à l'adhésion au service animation jeunesse « Ados'com » pour 2018, ce pour l'ensemble des 20 communes du territoire de l'ex communauté de communes du Pays de Mayenne, les 13 communes de l'ex CCHL étant déjà toutes adhérentes à un service commun jeunesse.

Suite au bilan positif de cette expérimentation, il a été souhaité de renouveler ce service pour les 4 prochaines années.

15 communes ont souhaité adhérer.

Le groupe de travail « Ados'com » propose une convention prévoyant les modalités de cette adhésion, l'objet de la convention, la durée, le champ d'application, son suivi, les engagements de Mayenne communauté d'une part et des communes adhérentes d'autre part.

Les principes sont les suivants :

L'OBJET

La présente convention définit les modalités de fonctionnement du « Service Commun ados'com ». Mayenne Communauté est chargée de l'organisation et de temps d'animation ponctuels en faveur des jeunes dont la tranche d'âges sera précisée dans le règlement intérieur du service.

Les Communes adhérentes du service commun devront avoir délibéré favorablement au 31 janvier 2018. Si de nouvelles communes souhaitent intégrer le service commun, passé cette date, elles ne pourront le faire qu'au 1^{er} janvier 2020.

LA DUREE

La présente convention prend effet au 1^{er} février 2018 et est conclue jusqu'au 31 décembre 2021.

Il est précisé que les communes signataires sont strictement engagées jusqu'au terme de la présente convention.

SON CHAMP D'APPLICATION

La présente convention s'applique aux activités ponctuelles et itinérantes organisées dans le cadre d'un accueil de loisirs sur le territoire des Communes adhérentes.

Cette convention porte sur l'ensemble de l'organisation et de l'encadrement de ces activités.

Le pilotage du service commun est assuré par le comité de suivi.

L'EXECUTION DE LA CONVENTION

Il est institué un comité de pilotage. Ce Comité est présidé par le Président de Mayenne Communauté ou son représentant, Vice-président en charge de ce service.

Chaque commune adhérente au service commun est représentée au comité de suivi par un ou deux élus du conseil municipal.

LES ENGAGEMENTS DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

Mayenne Communauté s'engage à établir toutes déclarations et actes relatifs à la mise en place des activités, s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires, à mettre à disposition tous les moyens nécessaires à l'organisation des animations, veille à la réaffectation au service commun des contributions versées par les Communes ainsi que des contributions des usagers et des autres financeurs.

ENGAGEMENTS DES COMMUNES

La Commune verse annuellement une contribution correspondant aux charges liées au fonctionnement du service mis à disposition et supportées par Mayenne Communauté.

La contribution de la Commune est précisée dans l'annexe 1 jointe à la présente convention. Elle est calculée pour 2018 à partir du nombre de jeunes âgées de 12 à 15 ans domiciliés dans la commune et des données allocataires CAF et MSA au 31 décembre 2016.

Le versement de la contribution s'effectue le 1^{er} Septembre de chaque année au titre de l'année civile correspondante.

Il ne peut être sollicité des compléments de contributions supplémentaires qu'après validation par les 2/3 des communes adhérentes lorsque des activités supplémentaires sont développées.

Les communes mettent à disposition à titre gratuit les locaux pour les activités et des personnels techniques en fonction des directions définies par le comité de suivi.

LE PERSONNEL DU SERVICE COMMUN

Le Service Commun ados'com recrute et gère les personnels nécessaires à l'organisation et l'encadrement des activités visées par la présente convention.

MODALITE DE MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant écrit, conclu entre les parties de la convention, et devant faire le cas échéant l'objet de délibérations concordantes du Conseil municipal et du Conseil communautaire.

Le Conseil Communautaire, à la majorité (M. BRODIN et Mme GENEST s'étant abstenus), valide les modalités de la convention d'adhésion au service commun Ados'com et charge son Président à signer cette dernière avec les communes concernées.

Au préalable, **M. COISNON** rappelle que, comme dit en bureau, c'est le résultat d'un travail en commun où toutes les communes non adhérentes et adhérentes avaient été invitées. Je rappelle que nous avons offert un laps de temps suffisant jusqu'à aujourd'hui. C'était normalement avant le 31 décembre dernier délai. On a été bon prince. On a prolongé jusqu'au mois de janvier donc aujourd'hui, il faut arrêter, il faut prendre le train quand il est là. Derrière, il faut penser aux animateurs, aux techniciens qui ont un travail organisé et c'est en fonction de votre adhésion qu'ils vont pouvoir organiser des animations. Aujourd'hui, nous sommes dans le dernier wagon du train. Je rappelle pour rassurer mes collègues de l'ex-CCHL que cette, disons, convention, que ces propositions ne viennent pas diminuer la participation des ex-CCHL. On m'a posé la question « pourquoi 4 ans ? », je le répète, c'est pour calquer par rapport aux contrats enfance-jeunesse, en sachant que derrière tout cela, vous le savez, il y a aussi des financeurs, il y a la CAF, la MSA et ainsi de suite. 15 communes dont 7 nouvelles ont adhéré. Je les félicite.

Les communes concernées : Belgeard, Jublains, Martigné, Mayenne, Sacé, Saint Baudelle, Saint Faimbault et Saint Germain et nous avons eu le plaisir d'accueillir 7 nouvelles adhésions : Alexain, Aron, Contest, Grazay en cours de délibération, La Haie Traversaine, Moulay, Parigné. 15 communes adhérentes.

M. BRODIN : Par rapport au déroulé, je trouve surprenant quand même parce que quand il y a eu la fusion, c'était quelque chose qui était apprécié cette organisation. Par contre, ce n'était pas possible qu'on continue donc ça a été laissé un peu de côté et apparemment très bien géré par Le Horps-Lassay. Maintenant, on ne veut pas remettre ça dans la communauté de communes. Pourquoi demander la participation des communes ? Ça fait un total de 23 000 €, ce n'est pas tant la somme mais c'est le principe. Et j'ai cru entendre aux vœux que vous étiez favorable à ça.

M. ANGOT : en 2020 oui.

M. BRODIN : donc pourquoi pas le faire maintenant ? Je me rappelle, c'était au mois d'octobre, Florence BAR faisait état de l'intérêt qu'il fallait porter aux jeunes et je la rejoins, tout comme l'économie, c'est

l'avenir de notre secteur. Je ne vois pas pourquoi on ne prendrait pas ça, la charge, par la Communauté et que ce soit global, qu'on retrouve ce que vous aviez sur Lassay-Le Horps.

M. ANGOT : je rappelle qu'on avait un différentiel important qui existait entre Le Horps-Lassay. Et qu'économiquement et financièrement, la charge aurait été lourde puisque le service sur Le Horps-Lassay était un service important et il n'y en avait pas du tout sur l'ex-CCPM. Les élus n'ont pas souhaité charger un peu plus la barque pendant quelques temps, tout simplement.

M. BRODIN : oui, mais ça veut dire qu'on va avoir un service moins important que celui qui existait.

M. ANGOT : oui enfin, écoutez, la Communauté ne pouvait pas tout prendre en charge immédiatement.

M. BRODIN : non, mais elle pourrait prendre, enfin 23 000 €.

M. ANGOT : Oui, enfin, M. BRODIN, je vous ai vu assez timoré pour dépenser 23 000 € quelque fois.

M. BRODIN : sûrement, sans doute parce que 2 fois, 3 fois, 10 fois, ça fait beaucoup.

M. ANGOT : on n'a pas la compétence.

M. BRODIN : non, mais c'est la question de prendre la compétence ?

M. SOUTIF : Le Horps, on est d'accord. On l'avait. Quand on a fusionné, c'est vrai qu'on avait modifié nos statuts, bien sûr. C'était normal, mais on avait enlevé la compétence jeunesse. Or, c'est vrai que les calculs, les prévisions, qui avaient été faits à ce moment-là, se basaient sur un fonctionnement pleinement équivalent à ce qu'il y avait. Par contre, on n'avait pas les moyens parce que c'est vrai que si on avait calqué du jour au lendemain le même fonctionnement, c'était un peu brutal. Ce que je veux dire c'est que même nous qui avons construit notre politique jeunesse, elle n'est pas venue d'un seul coup non plus. C'est vrai qu'il y a besoin aussi, comme c'est beaucoup de relationnel, c'est beaucoup de choses, il y a besoin aussi de monter en puissance gentiment. C'est vrai que là, on va avoir deux services communs étanches, sans l'être complétement, mais il y aura deux niveaux pendant un moment, ça va tendre à s'harmoniser. De toute façon, c'est l'objectif.

M. ANGOT : on serait à bien plus que 23 000 € s'il fallait se mettre au niveau de Lassay. La communauté ne pouvait pas l'avaler.

M. BRODIN : je l'entends bien sur le passé mais là, on parle de l'avenir.

M. ANGOT : écoutez, nos moyens n'ont pas crû.

M. BRODIN : mais là, on parle de contenir à 23 000 €.

M. ANGOT : nos moyens n'ont pas crû immédiatement et je pense qu'il n'était pas raisonnable de passer.

M. BRODIN : oui mais vous l'envisagez quand même, je veux dire.

M. ANGOT : oui parce que je pense qu'en 2020, on sera plus à l'aise.

M. BRODIN : oui mais quand on parle de 23 000 € c'est bien en contenant les..

M. ANGOT : non ce n'est pas au niveau de Lassay.

M. BRODIN : non, c'est ça. J'ai bien compris. Avant on dépensait plus, là ça a été ajusté pour que ce soit entre guillemet « supportable ».

M. ANGOT : c'est un autre service, c'est une autre prestation.

M. BRODIN : c'est une autre façon de le dire.

Mme BAR : ce n'est pas comparable.

M. ANGOT : non, non. Lassay, vous avez des camps de jeunesse, là il n'y aura pas.

M. BRODIN : donc on diminue le service.

M. ANGOT : non, on ne le touche pas. Lassay continue d'avoir les mêmes charges.

M. SOUTIF : on préserve ce qui se faisait.

M. BRODIN : on diminue l'offre, il y a des choses qui se faisaient.

M. ANGOT : non, on ne diminue pas l'offre. Non, non.

M. SOUTIF : si tu veux, Gérard, on préserve ce qui se faisait avant tant en termes de budget que d'activités sur l'ex-CCHL et on redémarre un nouveau service qui va tendre demain à se rapprocher de l'autre mais par contre, c'est plus du ponctuel. Il n'est pas à niveau du jour au lendemain.

M. BRODIN : d'accord.

M. ANGOT : je donne la parole à Mme BAR, qui était militante, vous l'avez citée.

M. BRODIN : tout à fait.

Mme BAR : oui, tout le monde sait bien qu'on aurait souhaité transférer la compétence jeunesse mais les montants avaient été rappelés à l'époque 400 000 € de mémoire ou 430 000 €. Enfin, c'était plus de 400 000 € et effectivement à l'époque, ce n'était pas possible. Donc, il a fallu trouver une dynamique et le service commun a été la réponse. Un premier engagement, une première dynamique des communes qui étaient vraiment volontaristes et on a réussi à emmener déjà, on le voit là, 15 communes qui s'engagent. L'objectif aussi, ce n'est pas de diminuer ou de diluer la prestation qui existe actuellement sur Le Horps-Lassay. C'est vrai que là, il va falloir au contraire que l'investissement des communes de l'ex-CCPM soit fort et jusqu'au bout, qu'on puisse atteindre les 20 communes. Donc, le fait que les communes là s'engagent, on voit qu'il y a vraiment une volonté. C'est aussi un démarrage, une vraie volonté de construire quelque chose et ensuite on pourra progressivement avoir un équilibre sur l'ensemble du territoire. Mais la démarche qu'on puisse atteindre les 20 communes, ça montre bien une volonté aussi des communes d'essayer de tenter quelque chose pour ensuite avoir une équité progressive sur le territoire. A l'époque, ce n'était pas possible.

M. BRODIN : et donc quand même entre les plus de 400 000 €, ce qui est forcément conséquent, je suis d'accord et les 23 000 €, je maintiens que ça devrait être pris en charge par la Communauté de communes.

M. ANGOT : mais non, on n'a pas la compétence.

M. BRODIN : mais c'est une volonté. Vous avez dit aux vœux que c'était envisageable.

M. ANGOT : je l'ai dit en 2020 oui, on aura la possibilité.

M. BRODIN : d'accord. Je prends note, je prends note. Ce n'est pas complètement le texte qu'on nous a lu puisqu'on nous parlait de 2022, le renouvellement et de prolonger sur 4 ans, la convention.

M. SOUTIF : la prise de compétence va entraîner obligatoirement un passage en CLECT, et puis vote des communes avec majorité qualifiée. Mais le service commun est une adhésion à un service proposé mais là, on n'est pas sur un transfert de compétence.

M. VALPREMIT : tel que moi je l'ai compris, mais je parle sous contrôle des copains de la CCHL, à la CCHL, vous aviez l'ensemble de l'animation jeunesse, y compris les centres de loisirs, qui étaient gérés collectivement. Là, nous, aujourd'hui, les communes de l'ex-CCPM, on n'a transféré que l'animation adolescent. On a bien un service Ados'com et on a à côté mis en commun la question de l'animation auprès des ados pour quelque chose. On a mis en commun de l'animation pour les ados et c'est quelque chose qui, dans la plupart des communes, n'existait pas jusqu'à présent. On a bien gardé chacun la mission de l'animation jeunesse pour les enfants avec les centres de loisirs. Si demain, on transfère à la même hauteur que l'ex-CCHL, ça veut dire qu'il faudra aussi transférer l'ensemble des centres de loisirs. Donc pour vous la démarche mutualisée que vous aviez du multi-accueil sur les 6 communes, et pour moi remettre en cause le partenariat que j'ai avec Louverné et comment demain on renvoie les jeunes vers une commune de Mayenne Communauté, ce n'est pas la même chose. Et ce qui explique le cap entre les 23 000, pour uniquement les ados une fois par vacances ou 400 000 € pour gérer l'ensemble de l'accueil de tous les enfants, y compris les petits et tous les mercredis.

Mme BAR : s'il y a un intérêt, on voit que dans l'assemblée, il y a un intérêt fort pour la jeunesse, pourquoi dès maintenant, l'ensemble des 20 communes de l'ex-CCPM ne s'investit pas pour le service commun Ados'com ? Là, on aurait une vraie équité déjà sur le territoire des jeunes qui pourraient accéder au moins aux activités du service Ados'com. Il en manque.

Alors que l'ordre du jour de la séance est clos, M. le Président intervient sur l'avenir de La Poste :

M. ANGOT : Vous m'excusez ? Vous m'autorisez ? L'autre jour à Lassay, notre collègue Jean RAILLARD a attiré notre attention sur l'avenir de La Poste de sa petite ville, où il avait eu un premier rendez-vous où on lui exposait sans doute qu'on allait réduire les moyens et que derrière, il avait fort bien compris que demain c'était un gros risque de suppression purement et simplement de La Poste. Or, sur le territoire, chers collègues, vous lisez la presse comme moi : vous avez vu qu'à Port Brillet, La Poste va être supprimée, Montsûrs ce matin, Bazougers en cours. Hier soir, j'avais une réunion de travail avec le département, pour la mission locale, j'ai appelé Jean-Noël RAVE, que vous connaissez, pour savoir ce qu'il se passait et c'est aujourd'hui qu'il devait rencontrer le directeur régional de La Poste. Je proposais avec votre assentiment, avec mes collègues Balandraud et Philippe Henry, de constituer un groupe de réflexion en disant que ce n'est pas possible. Il faut qu'on ait une démarche commune pour ne pas accepter. Ce n'est pas possible que des petites cités, des petites villes comme Lassay, Montsûrs, Port Brillet ou Bazougers se retrouvent sans La Poste, me semble-t-il et je crois qu'on aurait intérêt à mettre nos moyens en commun et de réagir vigoureusement. Je ne sais pas ce que vous en pensez ? Mais j'ai besoin de votre assentiment pour enclencher cette procédure.

M. RAILLARD : En fait, moi pour compléter un peu ce que tu dis Michel, c'est vrai que j'ai été vraiment surpris de la position de La Poste lorsqu'ils sont venus me rencontrer parce qu'en fait, il y avait une absence totale de préparation du dossier, une méconnaissance du territoire, vraiment du territoire, pas de Lassay-les-Châteaux mais du territoire. C'est vraiment ce qui m'a le plus choqué. En tout cas, moi, je tiens à remercier l'ensemble des personnes qui se mobilisent derrière moi pour soutenir la présence postale. Parce qu'en fait, eux, leur objectif dans un premier temps, c'est une réduction horaire mais à court terme, c'est la création d'une agence postale communale donc là encore, une agence postale communale à la mairie, ça veut dire des charges complémentaires à un moment donné où on nous demande de faire très attention à tout. Ils ont même poussé le bouchon jusqu'à envisager l'implantation d'une agence postale dans le RSP, voilà ils ne connaissaient absolument pas le dossier.

M. COISNON : oui, je voudrais réagir en voisin de Lassay parce qu'il y a Lassay et toutes les communes rurales périphériques. Bien entendu, et vous connaissez ma fibre pour la proximité. Et nous communes rurales, ma commune rurale et les autres communes, de voir partir des services où il faudra faire, même si on se plaît bien à Mayenne, faire 25 km pour aller porter une lettre parce que les facteurs partent sur le terrain donc ça sera inadmissible, on a des entreprises auxquelles je pense aussi, donc c'est impensable qu'on voit ce service partir.

M. ANGOT : d'autres interventions ?

M. SOUTIF : je m'associe. Je suis prêt aussi à participer au groupe de travail. Ce que je voulais dire, pour bien connaître aussi le dossier, il y a une convention qui a été signée quand même début 2017 entre l'Etat, l'AMF et le groupe La Poste, justement avec tous les dispositifs donc vous connaissez toutes les procédures. C'est vrai qu'eux, ils sont dans ce cadre-là donc pour faire fonctionner le groupe de travail, déjà il faut bien s'imprégner de ce qu'il y a dedans. Parce qu'ils ont même prévu les procédures : ils rencontrent le maire, c'est au maire après de voir si lui il concerte au niveau de sa com-com ou pas et après il y a tout un mouvement à suivre.

M. RAILLARD : et on vous donne 2 mois de délai.

M. SOUTIF : et l'absence de réponse au bout de 2 mois vaut accord de la proposition. C'est-à-dire qu'il y a une notification de proposition de modification. C'est vrai qu'il y a des procédures mais bon, ça a été signé aussi par l'AMF. Mais, ça n'empêche pas de monter au créneau pour voir ce qui peut être fait.

M. LE SCORNET : Au-delà du comité que tu souhaites et qui est intéressant, ce qui serait aussi utile je crois, même si elle n'aurait qu'une portée symbolique, c'est qu'on puisse lors du prochain conseil communautaire, voter un vœu ou chacun aura l'occasion de se positionner pour que « l'on montre très vite les dents » entre guillemet ou qu'on établisse très vite un rapport de force parce que les choses, comme tu l'as dit, vont aller très vite.

M. ANGOT : c'est ce que je voudrais faire : « montrer les dents » très vite.

Proposition de soutien validée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 H 47.

Vu, le Secrétaire,
Marie-Madeleine FOUBERT



Vu, le Président
Michel ANGOT

